



CETTE SEMAINE

7 JOURS, 2 VICTOIRES
MCDO EN LUTTE
NOUS TOUTES
CONFÉRENCE À L'UTI

ILS ONT OSÉ !

ANTIFA : LE JEU QUI FÂCHE LES FACHOS

Lundi 28 novembre, la Fnac retire de ses rayons le jeu de société "Antifa", suite aux critiques d'extrême droite. Ce jeu humoristique consistant à faire vivre un groupe antifasciste local s'est attiré les foudres du député RN Grégoire de Fournas (qui avait adressé une injure raciste au député LFI Carlos Martens Bilongo). Jamais en retard d'une stupidité, il affirme que le jeu invite à "lancer un cocktail molotov sur CRS" ou "tabasser un militant de droite". Faux. L'éditeur du jeu, Nicolas Norrito, refuse de baisser la tête. **Deux poids deux mesures** pour la Fnac, qui retire le jeu de ses rayons, mais continue à garnir ses étagères de livres révisionnistes, antisémites, des productions d'Alain Soral (condamné pour incitation à la haine raciale) ou Robert Faurisson (négationniste).

LE BULLETIN CLOUET

Hadrien Clouet, député de la circonscription de la Haute-Garonne
TOULOUSE - BEAUZELLE - BLAGNAC - CORNEBARRIEU - MONDONVILLE

À L'ASSEMBLÉE

SEPT JOURS, DEUX VICTOIRES

Nous sommes en saison des niches : plusieurs groupes parlementaires d'opposition disposent d'une journée pour présenter des propositions de loi. L'occasion de **2 victoires éclatantes**.

Jeudi 24 novembre, niche insoumise. Nous avons d'abord proposé l'inscription de "l'accès effectif à l'IVG" dans la Constitution. Car chaque année, près de **5000 Françaises doivent encore avorter à l'étranger**. Quant à celles qui vivent dans un pays où ce droit n'est pas reconnu, le gouvernement les abandonne visiblement. Malgré les centaines d'amendements d'extrême-droite et des Républicains, nous l'avons emporté ! En travaillant avec le mouvement féministe, nous avons exercé une pression insoutenable sur les macronistes, qui ont cédé. Prochaine étape : **faire plier le Sénat**. Horripilé par cette victoire, le gouvernement a ensuite saboté l'examen des textes suivants, notamment sur la réintégration des personnels non-vaccinés, en multipliant les amendements et prises de parole jusqu'à épuisement du temps. **Un sabotage jamais vu sous la 5e République !**

Jeudi suivant, au tour des Républicains. Beaucoup d'horreurs, mais un texte appréciable : pour **calculer les retraites agricoles à partir des 25 meilleures années**, plutôt que sur toute la carrière comme aujourd'hui (avec une pension moyenne de 880€ !). Ainsi, on écarterait les années de mauvaise récolte ou d'intempérie, qui réduisent les revenus et, ainsi, la future pension de retraite. Orateur du groupe Insoumis, j'ai évidemment apporté notre soutien. Comment attirer sinon vers l'agriculture les **milliers de bras et de cerveaux nécessaires**, si l'âge du repos est celui de l'indigence ? La pression, là aussi, était si forte que la loi a été votée à l'unanimité - même si on doit regretter un délai fixé à 2026. "Blabla, des logiciels à actualiser, des carrières à reconstituer"... enfin, en 1946, **on a créé les retraites à partir de rien !** Bilan : s'opposer, sans concession, est la clé des victoires sociales. En matière de physique politique, le macronisme cède sous la pression.



EN BAS DE CHEZ NOUS

MCDO D'AUCAMVILLE EN LUTTE



Aucamville - 26 novembre : Aux côtés des salarié.es du McDonald's d'Aucamville qui demandent **justice**. Victimes de **harcèlement, de discrimination, d'agression physique et d'insultes sexistes, homophobes et racistes**, les salarié.es dénoncent l'**impunité**. "Retourne dans ton pays" ; "le pédé et la pute" ; "le problème c'est les arabes" ; voilà les propos tenus par des managers (autoproclamés "néonazis" !) sans **aucune réaction de l'employeur**. Ici le Code du travail est inconnu : pas de contrats écrits, pas de fiche de paie, pas le droit de boire de

l'eau pendant le rush et pause au bon vouloir du manager. Une **procédure judiciaire est en cours**, bravo à celles et ceux qui ont eu le courage de porter plainte. Nous avons saisi le **Défenseur des droits**. J'ai adressé une lettre à la direction nationale de McDonald's : il faut **licencier les violents**, lancer une **enquête interne nationale**, imposer des **formations** et élire des **représentants du personnel**.

NOUS TOUTES DANS LA RUE

Paris - 19 novembre &

Toulouse - 25 novembre : dans la rue pour les **droits des femmes** et la **lutte contre les violences sexistes et sexuelles**.

Pour l'égalité des salaires et des retraites, l'augmentation du nombre de places en hébergement d'urgence, la libération de la parole, la souveraineté sur son corps, le partage des tâches domestiques... Nous étions des milliers à défiler. **Révolutionner le genre exige des foules immenses : les voilà !**



Avec les députées Rachel Kéké, Mathilde Panot et Clémence Guetté

COUP DE GUEULE

 Hadrien Clouet  @HadrienClouet · 27 nov.

SCANDALEUX

Rencontre à **#Mondonville** avec une adolescente de 15 ans. Elle tourne en rond chez ses parents depuis septembre... car elle n'est acceptée dans AUCUN lycée pro de la région. ➡ "Manque de places & de profs". Bazar partout, droit à l'éducation nulle part. Marre de Macron

L'ASSEMBLÉE HORS LES MURS

CONFÉRENCE À L'UT 1



Toulouse - 28 novembre : Avec ma collègue Anne Stambach-Terrenoir, nous étions à l'université Toulouse 1 pour une discussion autour de l'**allocation d'autonomie**. Soit un revenu pour tous les étudiants, au niveau du seuil de pauvreté, afin qu'ils se **consacrent exclusivement** aux études, sans emploi qui nuit aux révisions. Car la **sélection sociale est encore cruelle** : 19% des enfants de cadre décrochent en deuxième année, contre 34% des enfants d'employés. Le Danemark verse déjà une allocation semblable.

LES MAIRES À L'ASSEMBLÉE



Paris - 22 novembre : J'accueillais à l'Assemblée Patrice Rodrigues, maire de Beauzelle et Véronique Barraqué-Onno, maire de Mondonville. Les textes budgétaires n'ont de sens que par leur expérience : geler les dotations, par exemple, c'est **empêcher de chauffer les écoles**.

A force de courriers pour intercéder, le lycée polyvalent Marie-Louise Dissard Françoise de Tournefeuille a trouvé une place. La direction a poussé les murs au nom du droit à l'éducation : bravo pour cet effort en dépit du manque criant de moyens ! Mais **318 cas similaires** demeurent dans l'académie : que se passe-t-il pour elles et eux ?

REJOIGNEZ-NOUS !

 hadrien.clouet@assemblee-nationale.fr

 facebook.com/HadrienClouet

 @HadrienClouet

 instagram.com/hadriencloquet